

# ENFANTS D'AUJOURD'HUI DIVERSITÉ DES CONTEXTES PLURALITÉ DES PARCOURS

*Colloque international de Dakar  
(Sénégal, 10-13 décembre 2002)*



*Numéro 11*

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE  
**AIDELF**

# Quelques conclusions du colloque

présentées à Monsieur Abdoulaye WADE  
Président de la République du Sénégal

Le colloque « Enfants d'aujourd'hui, diversité des contextes, pluralité des parcours », organisé par l'AIDELF, en partenariat avec l'IRD et le Ministère de la Famille et de la Solidarité au Sénégal, a été ouvert par Madame Awa Guèye Kébé, Ministre de la Famille et de la Solidarité. Il a rassemblé pendant 4 jours 150 participants venus des quatre coins de la francophonie. Cette réunion scientifique de professionnels de la recherche en population a offert l'opportunité d'échanges entre les démographes africanistes et leurs collègues d'autres continents, et de noter combien les méthodes, les problématiques et les résultats peuvent s'enrichir mutuellement. Ce colloque a été aussi l'occasion pour de nombreux jeunes chercheurs et doctorants de présenter pour la première fois leurs travaux dans une réunion internationale.

Près de 100 communications ont été présentées et ont donné lieu à des débats enrichissants. Un certain nombre de points méritent d'être relevés à l'issue de cette réunion.

L'enfance et l'adolescence ne sauraient être comprises en dehors de l'environnement familial. Or l'évolution récente, tant au Nord qu'au Sud, transforme les systèmes familiaux de façon telle que ces périodes critiques de la vie prennent de nouveaux visages.

Les travaux ont montré que si la pratique du « confiage » des enfants reste bien ancrée dans une remarquable solidarité familiale, des fissures se créent et des manifestations d'exploitation des enfants sont observées.

Au Nord, l'adoption des enfants, bien que conçue dans l'intérêt supérieur de l'enfant, provoque quelques exclusions dont les enfants plus âgés ou ceux qui souffrent de handicaps. En Afrique subsaharienne, c'est l'épidémie du sida qui fauche les parents, disloque la famille, créant ainsi de nombreux orphelins.

Au Nord et au Sud, la progression du divorce entraîne des périodes de monoparentalité, souvent associées à de fortes tensions pour les enfants : absence d'un parent, arrivée de nouveaux conjoints, baisse de niveau de vie.

Enfin, la violence faite aux enfants reste présente dans certains milieux. Elle doit être dénoncée, car elle est source de tensions qui ralentissent le développement des enfants.

Après des progrès sensibles au cours des années 1970-80, la situation des enfants en matière de santé reste préoccupante. Des maladies infectieuses comme la tuberculose, la pneumonie, le paludisme, la diarrhée et la rougeole, pourtant toutes évitables, continuent de former une part importante des décès. Lorsque les conditions économiques, sociales et politiques deviennent défavorables, les effets sur la santé des enfants sont immédiats : il est fréquent de constater que la baisse de la mortalité des enfants s'est ralentie ou stagne.

Les situations de conflits connues par plusieurs pays, la dégradation économique générale et les politiques d'ajustement structurel qui l'accompagnent, peuvent provoquer par exemple la suspension des programmes de vaccination.

Certaines conditions juridiques (par exemple, l'interdiction générale de l'avortement) ou sociales (comme les situations de dépendance que connaissent les femmes et en particulier les jeunes filles) constituent des freins à une amélioration durable de la santé des enfants et des jeunes. Il convient de souligner l'existence, dès l'enfance, de discriminations à l'égard des petites filles, qui perdurent aux différentes étapes de la vie des femmes dans de nombreux domaines (santé, éducation, nutrition, travail, etc.).

Bien que l'avortement soit illégal dans de nombreux pays du Sud, c'est une pratique de plus en plus répandue chez les adolescentes, lourde de conséquences sur leur santé et qui révèle notamment leurs difficultés d'accès aux programmes de planification familiale.

L'épidémie du sida a lancé un redoutable défi dans un contexte déjà fragilisé. On observe une explosion du nombre des orphelins dans certains pays, mais aussi du nombre de ceux qui vivent dans un foyer touché par le sida. Ces orphelins souffrent psychologiquement et socialement de ces pertes (notamment de la déscolarisation), ce qui devrait imposer une action sociale et sanitaire adaptée.

Les campagnes et les actions d'éducation et de prévention doivent cibler de manière permanente, en utilisant tous les canaux disponibles, les jeunes gens et les jeunes filles qui entrent dans la vie sexuelle.

Concernant le travail des enfants on constate une relation complexe qui lie ce travail à la scolarisation. La relation du travail des enfants avec la scolarisation est ambivalente. Les deux mondes ne sont pas nécessairement exclusifs : certains ne travaillent pas parce qu'ils vont à l'école, d'autres ne vont pas à l'école parce qu'ils travaillent, mais il y a aussi ceux qui peuvent aller à l'école et qui travaillent à temps partiel pour financer leur scolarisation, voire celle de leurs frères et sœurs.

Dans une proportion importante, le travail des enfants est un travail domestique, avec une charge alourdie pour les filles et plus spécialement, pour les enfants confiés. Le réseau international FASAF (Famille et Scolarisation en Afrique) souligne la nécessité d'enrichir les données de recensement et d'enquêtes nationales par des informations sur le statut des enfants au sein du ménage, en distinguant enfants biologiques et enfants confiés. Il souligne également le caractère ambivalent du confiage qui peut prendre la forme d'un apprentissage familial ou s'assimiler à un transfert de main-d'œuvre enfantine.

Il convient de distinguer les tâches domestiques réalisées par les enfants, d'un travail productif, salarié ou non, réalisé à l'extérieur du ménage. Mais cette distinction doit être relativisée. L'institution du confiage brouille la frontière, de même que celle de l'apprentissage. Il convient de mettre sur pied des dispositifs d'enquête et d'observation plus précis pour identifier clairement la nature des travaux imposés à l'enfant, le degré de contrainte et d'exploitation qui existe entre les parents qui confient leurs enfants et ceux qui les accueillent pour les faire travailler.

L'approche longitudinale est précieuse pour éclairer l'évolution du phénomène. Dans nombre de pays, la scolarisation avait progressé de façon sensible d'une génération à l'autre, et le travail précoce des enfants était en recul. Mais depuis une décennie, ces progrès sont remis en cause par la crise économique profonde que traversent les pays en développement. Les programmes d'ajustement structurel ont conduit à un retrait de l'État et un renchérissement des études pour les familles qui accroît les inégalités. Le rendement de l'école sur le marché du travail diminue, ce qui rend plus attractif le placement direct de l'enfant sur le marché du travail.

Le phénomène de paupérisation qui touche de plus en plus de ménages rend difficile l'accès aux programmes d'éducation et de santé. Les parents en situation de pauvreté n'ont plus guère de temps à consacrer à l'éducation et à l'épanouissement de leurs enfants. L'amélioration des conditions de vie des enfants passe par des programmes de lutte contre la pauvreté qui tiennent compte aussi de ses dimensions non monétaires (accès aux services sociaux de base, à l'eau potable, à l'électricité, aux latrines, etc.).

À l'issue du colloque, Monsieur Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal a reçu en audience une délégation des participants conduite par Madame Awa Guèye Kébé, Ministre de la Famille et de la Solidarité. La délégation a présenté au Président de la République les conclusions des travaux du séminaire et a reçu ses commentaires et ses encouragements à continuer à travailler sur ces questions primordiales.